

WIND
ARE YOU IN?

**MANIFESTE
EN FAVEUR DE
L'ÉNERGIE
ÉOLIENNE
DANS LE
MONDE POUR
LA COP27**



#WINDAREYOUIN
WWW.WINDAREYOUIN.COM



Manifeste en faveur de l'énergie éolienne dans le monde pour la COP27 | 2022

Le monde est à un moment critique. Il est confronté à des défis sans précédent en matière de sécurité énergétique, à une inflation croissante et à une fenêtre de temps qui se rétrécit pour limiter le dangereux réchauffement de la planète. La COP27, en novembre 2022, offre une occasion unique aux gouvernements du monde entier de prendre des mesures décisives concernant le changement climatique, de renforcer la sécurité énergétique et de prendre des engagements clairs et concrets en faveur d'un système énergétique propre, sûr et abordable, fondé sur les énergies renouvelables.

Le secteur de l'énergie éolienne est prêt à collaborer avec les gouvernements, les entreprises, les collectivités et les citoyens pour permettre à l'énergie éolienne de se développer à une nouvelle échelle et pour parvenir à une véritable transformation du système.

Vous êtes partants ?

La crise énergétique mondiale actuelle et le conflit en Ukraine ont mis en évidence la dure réalité et les coûts d'une dépendance prolongée à l'égard des combustibles fossiles dont les cours sont volatils. Si nous n'accélérons pas les mesures visant à développer l'énergie éolienne et les énergies renouvelables au cours de cette décennie, nous manquerons notre objectif mondial de zéro émission nette d'ici à 2050, et nous nous exposerons à des menaces civilisationnelles : désordres sociaux, dommages environnementaux irréversibles et difficultés économiques.

[Les feuilles de route « zéro émission nette »](#) et [le consensus scientifique](#) sont extrêmement clairs: il est urgent de renoncer rapidement aux combustibles fossiles et d'accélérer le développement des énergies renouvelables afin de réduire considérablement les émissions dans tous les secteurs économiques et pour rester dans l'objectif de limitation



de la hausse de température à 1,5 °C. Le GIEC préconise de faire plafonner les émissions mondiales de gaz à effet de serre avant 2025 et de les réduire de moitié d'ici à 2030 - et il estime que cela n'est possible qu'en augmentant la volonté politique et en la concrétisant.

Les outils, la technologie et le savoir-faire sont de notre côté. Le secteur possède des décennies d'expérience dans la construction de pipelines à l'échelle du gigawatt et de centres industriels verts florissants. Il dispose aussi d'une main-d'œuvre mondiale de plus de 1,25 million de personnes. L'énergie éolienne est parvenue à réduire considérablement ses coûts au cours de la dernière décennie. L'éolien terrestre est l'une des formes les plus rentables de production d'énergie nouvelle dans de nombreux pays qui représentent ensemble les deux tiers de la population mondiale. Et l'éolien en mer est en train de supplanter rapidement les combustibles fossiles.

L'énergie éolienne est l'une des technologies de production d'énergie les plus compétitives, matures et rapidement déployables dont nous disposons aujourd'hui. Elle joue un rôle central dans l'éclairage, l'amélioration de la sécurité énergétique mondiale, l'indépendance énergétique et la réalisation des objectifs de réduction des émissions. Mais pour que l'énergie éolienne prospère et se déploie, elle a besoin de volumes importants, réguliers et visibles ainsi que d'une chaîne d'approvisionnement mondiale solide. Les feuilles de route vers le « zéro émission nette » montrent déjà qu'il faudrait d'ici 2030 multiplier par quatre les installations éoliennes annuelles par rapport aux niveaux actuels pour être sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris (voir l'annexe). D'ici 2050, l'énergie éolienne devra produire plus d'un tiers de l'électricité mondiale, contre 6 % aujourd'hui.

Le monde est à la croisée des chemins : les décisions qui seront prises au cours des prochaines années détermineront si nous pouvons garantir un avenir vivable pour tous et une transition énergétique juste et équitable. Pour ce faire, il faudra **adopter des politiques claires et faire preuve de solidarité à l'échelle mondiale** afin de garantir que les énergies renouvelables se développent de manière durable et que les avantages de la transition profitent à tous les habitants de la planète.

Cela nécessitera une collaboration étroite du secteur de l'énergie éolienne avec les communautés locales, les intérêts sociétaux et les autres secteurs pour garantir que l'éolien se développe en harmonie avec la nature, les citoyens et l'économie au sens large. Et la transformation du système ne sera possible qu'avec une électrification généralisée, une efficacité énergétique accrue et la commercialisation de carburants verts comme l'hydrogène renouvelable pour décarboner les secteurs difficiles à traiter.

En tant qu'entreprises et organisations représentant plus de 80 % des installations éoliennes et des chaînes d'approvisionnement dans le monde, **nous demandons aux gouvernements de s'engager à prendre des mesures radicales pour atténuer le changement climatique et les crises liées à la sécurité énergétique lors de la COP27 de cette année**. Les responsables politiques nationaux de toutes les régions du monde doivent:



1

Relever les ambitions et augmenter les volumes d'énergie éolienne, et faire refléter ces décisions dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) mises à jour d'ici à la fin de 2022, dans les stratégies nationales globales en matière de climat et de zéro émission et dans les plans énergétiques à court et à long terme.

Il est nécessaire de faire preuve d'une plus grande ambition à court et à long terme en matière d'énergie éolienne, pour s'aligner sur la trajectoire de zéro émission et pour répondre aux impératifs de sécurité énergétique. Même si la transition se fera à des rythmes différents selon les régions du monde, les objectifs concrets en matière d'installation ou de production d'énergie renouvelable doivent avoir pour horizon 2030, 2040 et au-delà. Il est nécessaire de mener des actions claires à court terme au cours des prochaines années pour traduire ces ambitions en un cadre adapté au marché et en signaux d'investissement efficaces. Les objectifs doivent être harmonisés entre les organismes publics chargés du climat, de l'énergie, de l'économie, de l'environnement, des infrastructures et de la main-d'œuvre, afin que les différents organismes publics soient correctement préparés à mettre ces objectifs en œuvre. Les objectifs doivent également être intégrés dans les stratégies nationales en matière de climat, d'énergie, d'environnement et de développement industriel, qui reconnaissent les liens entre les énergies renouvelables à l'échelle du réseau, la sécurité énergétique, les prix de l'énergie abordables, la croissance durable, les avantages socio-économiques et une vitesse de développement adéquate. Les autorités nationales et territoriales peuvent également envisager des stratégies Power-to-X et d'hydrogène vert basées sur de grands volumes d'énergies renouvelables afin de décarboner des secteurs difficiles tels que l'industrie lourde, l'aviation et le transport maritime, ou encore de permettre l'émergence d'un secteur agricole plus respectueux de l'environnement.



2

Rationaliser de toute urgence les procédures d'autorisation des projets d'énergie renouvelable à l'échelle du réseau afin d'accélérer le déploiement de l'énergie éolienne et de constituer une réserve de projets compatibles avec le principe « zéro émission » dans le secteur énergétique.

Le développement de l'énergie éolienne est une solution gagnante sur tous les plans: réduction des prix de l'énergie, stimulation des investissements, de la croissance économique et de la création d'emplois, et réalisation des objectifs climatiques tout en assurant la sécurité énergétique. Mais la complexité excessive des procédures d'autorisation ralentit le déploiement de l'énergie éolienne sur certains marchés mondiaux de premier plan, de l'Italie à l'Inde. Dans certains pays, près de dix ans de délai sont nécessaires pour concrétiser un projet éolien. Ce problème est universel et doit être résolu à grande échelle afin d'accélérer le développement des énergies renouvelables. L'expérience du COVID-19 a montré qu'il est possible de réunir des infrastructures physiques et numériques robustes en cas d'urgence pour réorganiser les procédures de gouvernance et les chaînes d'approvisionnement en fonction des intérêts nationaux. Dans le contexte des crises liées à la sécurité énergétique et au climat, cette même urgence doit s'appliquer aux projets d'énergies renouvelables et aux infrastructures qui les sous-tendent.

Il est possible de rationaliser les autorisations tout en favorisant une coexistence harmonieuse du secteur de l'éolien avec les autres utilisateurs de la terre et de l'océan ainsi qu'avec les communautés locales, et tout en respectant des normes environnementales et sociales élevées. Bien pilotés, des objectifs plus élevés en matière d'énergies renouvelables et un système d'autorisation clair permettraient de trouver un équilibre entre les intérêts de nombreuses parties prenantes. Les mesures suivantes doivent être envisagées, entre autres:



- **des délais maximums obligatoires pour les autorisations des installations d'énergies renouvelables, à l'instar de la récente promesse du Conseil de l'énergie de l'UE d'accélérer la production d'énergies renouvelables locales pour des motifs « d'intérêt public supérieur », en limitant à deux ans maximum le délai de délivrance des autorisations ;**
- **des autorités centralisées et des points de contact uniques pour collaborer avec les promoteurs en vue de rationaliser le choix du site et l'octroi des permis, par exemple sous la forme d'un « guichet unique » ;**
- **des bases de données numérisées, consultables et actualisées pour le cadastre, les réglementations locales et les registres d'opposition locale aux projets, qui permettraient d'accélérer le zonage des projets ;**
- **des orientations harmonisées aux niveaux national et infranational en matière d'utilisation des terres et des océans, en donnant la priorité aux projets qui contribuent à la sécurité énergétique et qui respectent le principe de « ne pas causer de dommages significatifs » ;**

- **des mécanismes d'échange d'informations en urgence pour les litiges juridiques afin de prévenir les retards prolongés des projets d'infrastructures critiques ;**
- **une approche stratégique de la gestion des incidences sur la biodiversité et de la régénération de la nature, qui reconnaît que l'énergie éolienne atténue les effets négatifs du changement climatique ;**
- **le chevauchement des procédures d'autorisation pour l'éolien en mer (dont les délais de développement sont plus longs), par exemple en autorisant les demandes simultanées d'évaluation environnementale et d'accès au réseau, et en garantissant des délais de construction suffisants pour que les permis accordés n'expirent pas trop tôt ;**
- **des procédures réglementaires accélérées pour permettre le renouvellement des parcs éoliens terrestres existants dont les turbines arrivent en fin de vie et qui couvrent les procédures de l'EIA, l'extension du réseau et les autorisations de site.**



3

S'engager à mettre en œuvre des plans d'action visant à développer rapidement les réseaux pour l'intégration des énergies propres et la décarbonation de tous les secteurs d'activité.

Moins d'un tiers des investissements publics et privés dans le domaine de l'énergie sont aujourd'hui consacrés aux solutions de réseau et de stockage. Les ressources allouées à la planification, à la construction et à la modernisation des réseaux pour le futur système énergétique doivent augmenter de façon spectaculaire au cours de cette décennie. Le développement de réseaux sûrs, intelligents et flexibles doit tenir compte de la part croissante des énergies renouvelables dans le système. Cela nécessitera une coordination entre les gestionnaires de réseau, les instances de régulation, les services publics et le secteur de l'éolien pour mener une planification prospective à long terme sur l'expansion et le renforcement du réseau, l'électrification des transports et d'autres secteurs, la création de marchés régionaux pour l'exportation et le commerce de l'électricité, et enfin pour assurer la cybersécurité.

La planification du réseau et la réglementation doivent être compatibles avec les modèles innovants de construction, notamment les « hubs » éoliens à liens multiples et les « îlots énergétiques » éoliens en mer connectés à plusieurs marchés ou zones de prix. La planification du réseau et les mécanismes de commercialisation tels que les ventes aux enchères devraient également tenir compte des solutions de stockage, telles que l'hydroélectricité par pompage, les batteries industrielles et les installations Power-to-X de plus grande taille, capables de réduire la congestion du réseau et de favoriser l'équilibrage. Il est possible d'agir à court terme pour revoir les délais des décisions de connexion au réseau et pour mettre en place des cadres à long terme stables et propices aux investissements pour les réseaux et les services de flexibilité, afin que les secteurs public et privé et les institutions multilatérales puissent investir de manière adéquate et anticipée. D'autres modèles commerciaux pourraient contribuer à décongestionner davantage le réseau, comme la colocation d'utilisateurs finaux avec des développements renouvelables.

4

Faire évoluer les marchés de l'énergie pour l'avenir.

Dans de nombreux pays, les marchés de l'électricité ont du mal à envoyer des signaux d'investissement significatifs et opportuns, en accord avec les ambitions de neutralité carbone. Lorsque la crise énergétique actuelle s'atténuera, l'effet de l'ordre de mérite dans des marchés plus libéralisés aura pour conséquence de cannibaliser les revenus du marché de gros pour les énergies renouvelables, à mesure que le déploiement de l'énergie éolienne et solaire augmentera. Cette pression sur les prix ne fera que s'intensifier compte tenu du nombre limité de projets disponibles, de l'augmentation des taux d'intérêt et de la demande croissante de minéraux critiques et produits de base liés à la transition. Dans certains pays, la fixation des prix aux enchères a encouragé les « offres négatives », ce qui s'avère particulièrement néfaste et compromet la viabilité d'une chaîne d'approvisionnement en énergies renouvelables pour remplacer les combustibles fossiles.

Les marchés de l'électricité doivent évoluer afin d'encourager les investissements dans la production d'énergie renouvelable et les infrastructures électriques, si nous voulons passer à un futur système énergétique flexible, sensible à la demande, fiable et composé d'une part majoritaire (voire 100 %) d'énergie renouvelable. La passation de marchés doit s'appuyer sur un mécanisme de prix simple et transparent qui stabilise les revenus et partage les risques entre les acheteurs et les producteurs. Dans certains pays, cela nécessite de réviser les systèmes d'enchères afin de garantir des délais stables, continus et planifiés, avec des volumes contractuels importants susceptibles de motiver les investissements dans la chaîne d'approvisionnement, et de faire évoluer les marchés publics d'une approche fondée sur « le coût le plus bas » vers une approche fondée sur « le meilleur rapport qualité-prix ».





5

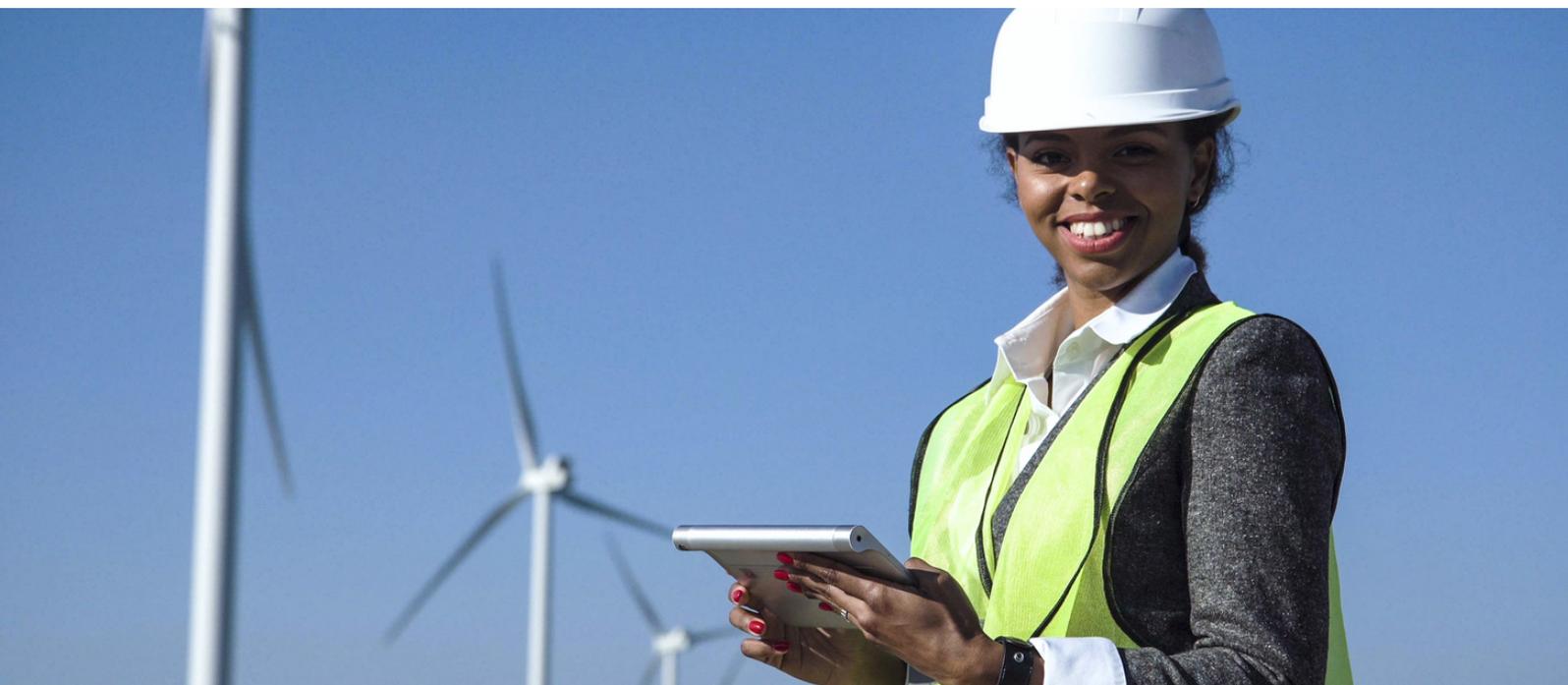
Éviter un verrouillage à long terme de la production d'énergie par les combustibles fossiles dans le contexte actuel de crise de la sécurité énergétique.

Les gouvernements du monde entier sont confrontés à des choix difficiles pour équilibrer les besoins en matière de sécurité énergétique dans un contexte d'objectifs climatiques et de volatilité des prix des combustibles fossiles. Mais les décideurs politiques doivent faire preuve de lucidité dans leurs dispositifs et stratégies de réponse. Dans la mesure du possible, il faudrait reconnaître la nécessité d'élaborer rapidement de nouveaux projets d'énergie renouvelable à l'échelle du réseau et de leur donner la priorité par rapport aux investissements dans de nouvelles infrastructures basées sur les combustibles fossiles. L'énergie éolienne est déjà en passe de supplanter la production d'énergie à base de combustibles fossiles dans le monde entier, en offrant une énergie abordable, évolutive et sans émission de carbone, avec des facteurs de capacité considérables. Cette tendance doit s'accélérer dans le cadre de la crise actuelle. Toute préoccupation de sécurité énergétique à court terme doit être soigneusement gérée pour éviter de ralentir l'expansion des énergies renouvelables ou de créer des actifs délaissés à long terme. Les gouvernements et les acteurs financiers doivent respecter leurs engagements de réduire progressivement l'utilisation du charbon et de supprimer les subventions aux combustibles fossiles en amont et en aval, tout en augmentant rapidement la production d'électricité propre. Accélérer les efforts d'efficacité énergétique et de conservation de l'énergie à court terme pourrait également atténuer la crise énergétique actuelle.

6

Élaborer des politiques cohérentes et inclusives pour mettre en œuvre une transition énergétique juste et équitable.

Selon l'IRENA, une transition énergétique conforme à l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C a des effets socio-économiques positifs nets par rapport aux politiques actuelles, notamment la création d'un plus grand nombre d'emplois grâce aux investissements dans le déploiement des énergies renouvelables à grande échelle, l'amélioration du réseau et l'efficacité énergétique. La coopération et la confiance Nord-Sud au niveau mondial seront essentielles pour garantir que les dividendes de la transition énergétique soient équitablement distribués à tout le monde. L'énergie éolienne favorise déjà le développement durable dans les communautés du monde entier et peut jouer un rôle clé dans la création de travail décent et d'emplois de qualité, tout en accroissant les flux financiers vers une croissance résiliente face au changement climatique dans les économies en développement. Une meilleure harmonisation des politiques nationales en matière d'énergie, de climat, de commerce et de développement industriel favoriserait une création de valeur équitable, durable et locale à mesure que la transition avance. Grâce à des programmes publics-privés de requalification et de transition de la main-d'œuvre, le secteur éolien, en pleine croissance, offre des possibilités d'emplois verts aux travailleurs déplacés par la transition énergétique, notamment ceux des combustibles fossiles et des secteurs auxiliaires.





7

Veiller à ce que les financements nationaux et régionaux respectent des critères de référence et des garde-fous solides en vue de parvenir à la neutralité carbone et de respecter l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C.

Les capitaux ne manquent pas pour l'énergie éolienne lorsqu'il existe un environnement propice aux investissements. Mais pour que les énergies renouvelables franchissent collectivement de nouveaux sommets, les financements du secteur de l'énergie - qu'il s'agisse de financements à l'exportation, de flux provenant des trésors publics ou de capitaux privés - doivent obéir au principe de « ne pas causer de dommages significatifs » (Do No Significant Harm), qui prend en compte les impacts sociaux et environnementaux et évite le risque d'actifs abandonnés liés aux combustibles fossiles. Les objectifs climatiques doivent être intégrés dans les ministères des finances, les banques de développement et les agences de crédit à l'exportation (ACE) afin de faire concorder les dépenses publiques avec les énergies renouvelables et les objectifs de développement. Davantage d'organisations doivent s'engager à respecter l'engagement pris par 39 entités lors de la COP26 afin d'orienter les aides publiques internationales en faveur de la transition vers les énergies propres et de l'abandon des combustibles fossiles.

Le financement climatique doit être déployé au niveau des projets dans les économies émergentes et les pays les moins avancés (PMA), et doit être accompagné d'instruments de réduction des risques et de garanties, comme ceux des banques de développement ou des agences de crédit à l'exportation. Les gouvernements devraient également envisager de canaliser les fonds de relance post-COVID vers les **infrastructures éoliennes**. Le renforcement des capacités et l'assistance technique fournis par les organisations multilatérales, les organismes publics et les organisations philanthropiques doivent intégrer les perspectives du secteur pour favoriser les filières de projets d'énergies renouvelables économiquement viables.

8

Faire progresser la mise en œuvre du règlement mondial sur la tarification du carbone, notamment les articles 6.2 et 6.4 de l'Accord de Paris.

Des approches de marché efficaces et crédibles en matière de tarification du carbone enverraient des signaux de marché forts pour encourager les investissements dans les technologies à faible émission de carbone. La COP26 et la conférence de Bonn de 2022 ont permis de progresser sur les règles d'échange international des crédits carbone et sur le mécanisme de développement durable pour les transactions, mais il faut poursuivre les efforts pour les rendre opérationnels afin d'identifier efficacement les coûts économiques et sociétaux des émissions. Les bonnes pratiques pour ces mécanismes comprennent la détermination des émissions à la source et des règles claires de mesure et de vérification pour le marché mondial du carbone.



Nous, les soussignés, appelons les gouvernements et les organismes concernés à reconnaître les dilemmes actuels en matière de climat et d'énergie, et à prendre des mesures décisives et collectives lors de la COP27 pour faire progresser rapidement les énergies renouvelables. En attendant l'inventaire mondial qui s'achèvera à la COP28 l'année prochaine, il est d'ores et déjà clair que l'énergie éolienne offre de grandes possibilités et un grand potentiel et qu'il est nécessaire d'accélérer son déploiement dans le monde entier. C'est essentiel non seulement pour décarboner les systèmes énergétiques, mais aussi pour améliorer l'accès à l'énergie dans les économies émergentes sans verrouiller les investissements à long terme dans les combustibles fossiles.

Le secteur mondial de l'énergie éolienne est prêt à apporter son soutien total aux gouvernements, aux institutions publiques et aux acteurs non étatiques afin de permettre à l'énergie éolienne de jouer un rôle central dans un système énergétique propre et résilient, et de créer une transition énergétique juste et équitable pour tous.

En date du 22 Septembre 2022

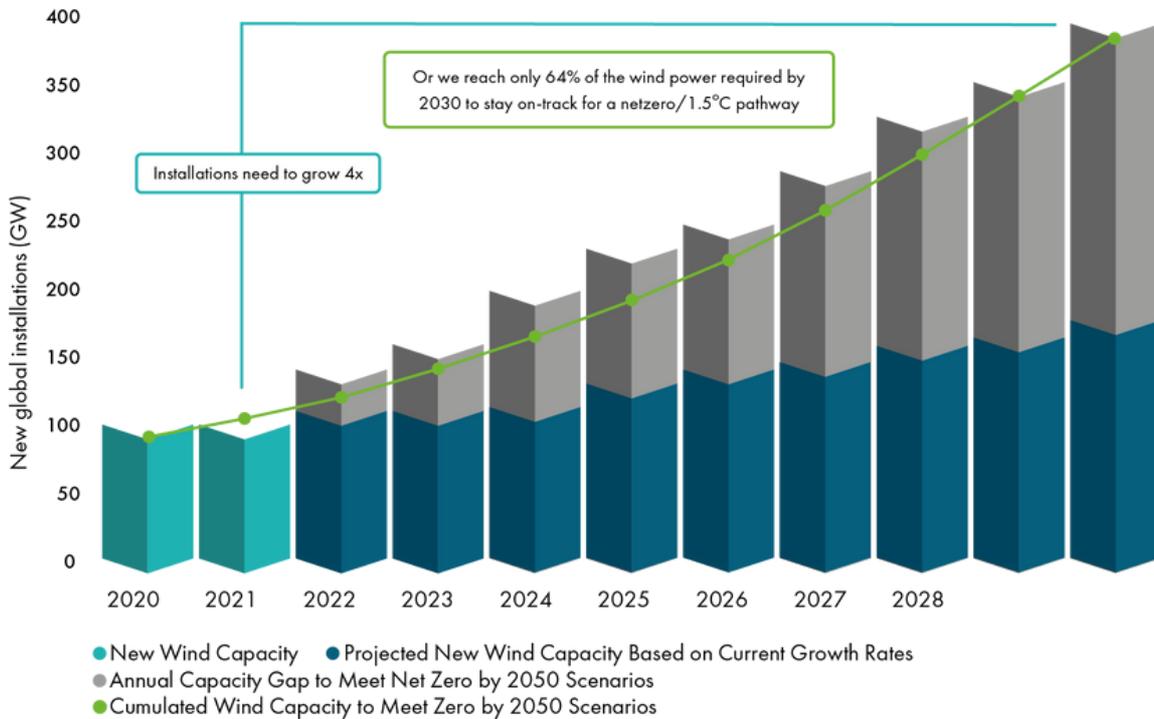
Liste des signataires:





Annex

Annual global wind installations must quadruple by 2030 to get on-track for net zero



Source: GWEC Market Intelligence; IEA Net Zero by 2050 Roadmap (2021). Projected new wind capacity from 2026-2030 assumes a ~6.6-7.0% CAGR, based on GWEC's projected CAGR from 2021-2026. It also accounts for ~34 GW in global decommissioned capacity from 2026-2030 based on 25-year turbine lifetime. Capacity gap figures are estimations based on the IEA Roadmap milestone for 2030. Cumulative global installations for wind energy are roughly in alignment with the IRENA World Energy Transitions Outlook: 1.5°C Pathway (2021). This data represents new capacity, cumulative capacity and decommissioned capacity, and does not include an estimate of repowering installations to replace the ~34 GW in decommissioned turbines globally.